

Monsieur le Président de la République de Djibouti,  
Monsieur le Gouverneur de la Banque centrale,  
Mesdames et Messieurs,

C'est un privilège de s'adresser à votre distingué public aujourd'hui. C'est un plaisir particulier pour moi d'être à nouveau présent à Djibouti. J'ai eu l'occasion de contribuer à la politique d'éducation de Djibouti il y a près de quinze ans. C'est avec gratitude que je suis de retour ici après toutes ces années, accueilli de nouveau par de nombreux amis.

Il y a un réel besoin de « libérer le potentiel stratégique et économique de la finance en Afrique » et je suis très heureux que votre conférence contribue à cet objectif général considérant le rôle de la finance islamique sur ce thème. En fonctionnaire du Groupe de la Banque mondiale, permettez-moi de partager avec vous mon optique fondée sur mes responsabilités actuelles.

Il y a un peu plus de deux ans, la communauté internationale s'était réunie à Addis, à quelques encablures de votre pays, pour y définir les objectifs de développement durable (ODD) et la nécessité de transformer les milliards de financements disponibles pour le développement en billions de dollars d'investissements. Je ne passerai pas beaucoup de temps à discuter des besoins de financement de la région et du monde. Vous savez tous que ces besoins sont considérables. Selon les estimations de la Banque mondiale en 2013, la pénurie d'infrastructures dans les économies en développement se chiffrerait à environ 1 000 milliards de dollars EU par an jusqu'en 2020, avec 200 à 300 milliards de dollars supplémentaires par an pour garantir que les investissements dans les infrastructures soient peu polluants. L'Africa Progress Report 2015 nous rappelle que 620 millions de personnes en Afrique n'ont pas accès à l'électricité et le rapport estime que 55 milliards de dollars par an sont nécessaires jusqu'en 2030 pour répondre à la demande et fournir un accès universel à l'électricité dans la région. C'est indéniable, donc, que pour satisfaire les besoins de financement immenses, un travail de créativité, de solidarité et de complémentarité est nécessaire.

Pour sa part, la Banque mondiale continue de poursuivre son double objectif de réduire la part de la population mondiale qui vit dans l'extrême pauvreté à 3% d'ici 2030 et d'augmenter les revenus des 40% les plus pauvres dans la population de tous les pays. Alors que la Banque mondiale cherche à éliminer l'extrême pauvreté et à promouvoir la prospérité partagée, elle a défini trois piliers fondamentaux pour atteindre ces objectifs : promouvoir une croissance inclusive et durable ; investir dans le développement du capital humain et renforcer la résilience face aux chocs et aux menaces mondiaux. Ces ambitions s'expriment dans son rapport sur un « regard tourné vers l'avenir, une vision cohérente à l'horizon 2030 ». Elles reposent largement sur l'objectif de maximiser le financement du développement, ce qui nécessite d'attirer autant de nouvelles sources d'investissement que possible, en contribuant aux réformes de gouvernance et de réglementation nécessaires pour instaurer un environnement économique, financier, juridique et réglementaire attractif, et en utilisant des financements concessionnels pour attirer des ressources financières privées. Maximiser le

financement du développement consiste en une augmentation responsable du financement du développement qui ne crée pas des niveaux d'endettement insoutenables ou des passifs éventuels pour le secteur public. Par conséquent, il nécessite une participation accrue du secteur privé au financement du développement et une extension du rôle du secteur privé dans tous les domaines où cela est possible, afin de réserver les ressources publiques limitées aux domaines où les solutions de marché n'existent tout simplement pas. Ce n'est pas nécessairement une nouvelle approche mais c'est une approche que le Groupe de la Banque mondiale a l'intention d'étendre et d'adopter systématiquement.

La mise en œuvre de cette approche nécessite ce que l'on appelle, dans le jargon de la Banque mondiale, l'approche en cascade. Lorsqu'un projet est présenté au Groupe de la Banque mondiale, la première question est désormais la suivante : «Existe-t-il une solution durable de gestion par le secteur privé qui limite la dette publique et les passifs éventuels?». Si la réponse est oui, alors cette solution privée sera implémentée. Si la réponse est non, alors la question devient : «Y a-t-il des lacunes ou des faiblesses dans les politiques ou le cadre réglementaire qui rendent le projet inintéressant ou irréalisable pour le secteur privé?» Si la réponse est oui, la Banque mondiale apportera un soutien aux réformes des politiques et du cadre réglementaire qui permettent des investissements. Si la réponse est non, alors la question devient : «les risques liés au projet sont-ils trop intenses pour envisager un financement privé?» Si la réponse est oui, les équipes du Groupe de la Banque mondiale évalueront quels instruments financiers peuvent être combinés, y compris les financements du Groupe de la Banque mondiale, pour rendre au moins une partie du projet attrayante pour les investisseurs. Dans ce contexte, la finance islamique, avec son acceptation constitutive d'un certain partage des risques, peut jouer un rôle. Bien sûr, il y aura toujours des projets pour lesquels il n'y a pas d'alternative au financement public et qui seront financés par fonds nationaux, bilatéraux et internationaux publics.

Dans ces cas, il est de la responsabilité de tous les acteurs de veiller à promouvoir la bonne gouvernance, à assurer la durabilité environnementale et sociale des opérations et à maximiser leur impact sur l'amélioration des conditions de vie des populations. Dans cet esprit, inviter le secteur privé au financement du développement, c'est aussi, fondamentalement, confronter le secteur privé à ses responsabilités éthiques. Cela ne devrait pas conduire et ne mènera pas à des normes environnementales, sociales ou de gouvernance, moins exigeantes, mais au contraire à un nouveau partenariat dans le développement de la responsabilité sociale du secteur privé. A ce propos, je voudrais signaler qu'il n'y a pas nécessairement de conflit entre les intérêts d'une organisation à but lucratif et l'intérêt de la communauté en général. Il peut également y avoir une convergence d'intérêt. Beaucoup de règles de la Finance Islamique en particulier sont destinées à établir une telle convergence.

La Banque mondiale travaille activement avec la finance islamique ; elle a créé le centre mondial de développement de la finance islamique en tant que centre de connaissances pour développer la finance islamique à l'échelle mondiale, mener des activités de recherche et de

formation, et fournir une assistance technique et des services de conseil aux pays clients du groupe de la Banque mondiale intéressés par le développement des institutions et marchés financiers islamiques. Comme l'ont dit nos collègues du centre : « La finance islamique est une finance basée sur l'équité, adossée à des actifs, éthique, durable, respectueuse de l'environnement et socialement responsable. Elle favorise le partage des risques, relie le secteur financier à l'économie réelle et met l'accent sur l'inclusion financière et le bien-être social. »

Pour le financement du développement en général et pour la finance islamique en particulier, cela conduit à deux défis essentiels : l'harmonisation et l'accès.

Très souvent, les nouveaux produits financiers sont soit une combinaison de produits existants, soit une modification des conditions légales applicables à ces produits. Les produits de la finance islamique se combinent de plus en plus de manière innovante pour générer de nouvelles solutions financières. La croissance future de la finance islamique dépendra également de la façon dont les produits islamiques pourront se combiner avec des produits financiers conventionnels, éventuellement dans des produits synthétiques, mais au moins dans le cadre du financement d'un projet unique combinant différentes formes de finance. L'éthique du développement suggère que l'harmonisation devrait être un principe directeur. Elle ouvre l'accès aux ressources financières mondiales.

Le deuxième défi consiste à élargir l'accès aux produits financiers islamiques, ce qui est non seulement nécessaire pour les investisseurs mais aussi pour les consommateurs de services financiers. L'accès individuel au financement a été identifié comme une nécessité pour le développement. Là encore, l'éthique du développement offre une perspective complémentaire. Au niveau individuel, l'accès au financement conduit à une meilleure prospérité et constitue, pour les plus pauvres, un moyen de sortir de la pauvreté. C'est grâce aux financements disponibles ainsi qu'à leur utilisation judicieuse et rationnelle, que les individus peuvent développer des activités autonomes. À cet égard, je suis heureux de voir que le programme de la conférence comprend des discussions sur la microfinance islamique.

Au-delà du financement des individus, il est également essentiel de fournir un accès au financement pour les communautés locales ou régionales, afin de développer les services qui soutiennent ce qu'on appelle en éthique de développement, les capacités humaines dans ces communautés, ceux qui libèrent leur potentiel et assurent l'harmonie en leur sein. Ceci est une condition essentielle pour le développement cohérent et équitable des territoires source de paix, de sécurité, et de justice économique et sociale. C'est là toute la vocation de la finance islamique !

La finance islamique doit donc continuer à être un partenaire de la finance conventionnelle dans la mise en œuvre d'opportunités d'investissement ayant des objectifs éthiques et de développement. Les deux types de financement ne devraient pas se comporter comme des plaques tectoniques qui pourraient occasionnellement entrer en collision avec des résultats désastreux. Ils doivent se comporter comme des rivières convergentes. Comme vous le savez, lorsque deux rivières joignent leurs eaux, les turbulences qui en résultent provoquent une oxygénation supplémentaire de l'eau et augmentent la croissance et le nombre de la flore et de la faune. La fluidité et la convergence sont les ingrédients de la vie. Que cela vous guide dans le développement de la finance islamique dans la région.